

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 6 février 2024

Nos réf. : SAU/NC/MT n° 24-39

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS EIFFAGE INFRASTRUCTURES

1 rue Catherine et William Booth 10000 TROYES

Code AIOT : 0005702110

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03 novembre 2023 dans l'établissement SAS EIFFAGE INFRASTRUCTURES implanté 1 rue Catherine et William Booth 10000 TROYES. L'inspection a été annoncée le 02/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre d'une action de levée de doutes menée localement par l'inspection des installations classées sur l'usage des solvants chlorés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS EIFFAGE INFRASTRUCTURES
- 1 rue Catherine et William Booth 10000 TROYES
- Code AIOT : 0005702110
- Régime : historiquement Autorisation, bascule à **Déclaration** suite à la cessation partielle d'activité

Historiquement, l'établissement était autorisé par arrêté préfectoral du 27 juillet 2011 à exploiter une ICPE soumise à autorisation, principalement pour son activité de fabrication de liant hydrocarbonés destinés au revêtement des routes et des autoroutes.

En 2018, suite à une décision de réorganiser la production, l'exploitant a présenté un dossier de cessation d'activité partielle pour son site de TROYES. Le site est dorénavant soumis à déclaration avec contrôles périodiques (DC) au titre de son activité de station service (rubrique 1435) et soumis à déclaration au titre de son activité de son stockage d'émulsion (rubrique 4801). Conservant une partie de ses anciennes activités, le site présente également des activités d'analyse en laboratoire et de garage mécanique (réparation et entretien de véhicules et matériels de travaux publics).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eaux souterraines
- Action locale sur les solvants chlorés

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique en dehors des fiches de constats

L'inspection des installations classées a également procédé à un contrôle dans le bâtiment associé à l'activité de garage mécanique du site. Par sondage, aucun produit contenant de solvant chloré n'a été trouvé dans ce bâtiment.

Il a cependant été constaté que divers produits susceptibles de polluer les eaux souterraines n'étaient pas placés sur rétention, notamment du gazoil, et que certaines rétentions n'étaient pas suffisamment dimensionnées au vu du nombre de produits qu'elles couvraient.

Si cette partie du site n'est pas directement associée à une rubrique de la nomenclature ICPE pour laquelle l'exploitant est aujourd'hui classé, l'inspection des installations classées attire cependant l'attention de ce dernier sur les risques de pollution que ces conditions de stockage peuvent engendrer.

2-3) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bilan quadriennal des eaux souterraines	Lettre du 23/08/2022, article Paragraphe 2	Arrêté préfectoral complémentaire

2-4) Ce qu'il faut retenir de la visite d'inspection

Une présence de perchloroéthylène a été constatée sur site, en vue de son utilisation à des fins d'analyse en laboratoire. Toutefois, dans la configuration actuelle du suivi des eaux souterraines mis en place par l'exploitant, il n'est pas mis en avant d'impact avéré du site concernant cette substance.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il est proposé un projet d'arrêté préfectoral complémentaire imposant, entre-autres, la poursuite du suivi des eaux souterraines du site.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Bilan quadriennal des eaux souterraines

Référence réglementaire : Lettre du 23/08/2022, article Paragraphe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Ainsi, vous voudrez bien établir un bilan quadriennal afin qu'une tendance puisse être dégagée sur l'évolution des concentrations des pollutions résiduelles détectées. Ce bilan devant permettre de décider de la poursuite de la surveillance environnementale et de son adaptation éventuelle.
Constats : Par courrier du 05 octobre 2022, l'exploitant a transmis à la préfecture de l'Aube les résultats d'analyse de la campagne menée en mai 2022. Ces résultats sont accompagnés d'un bilan synthétisant les résultats de ses dernières campagnes d'analyses. Il ressort principalement de ces analyses une contamination des eaux souterraines au perchloroéthylène (également appelé tétrachloroéthylène). L'évolution des concentrations obtenues pour ce paramètre est représentée ci-dessous.

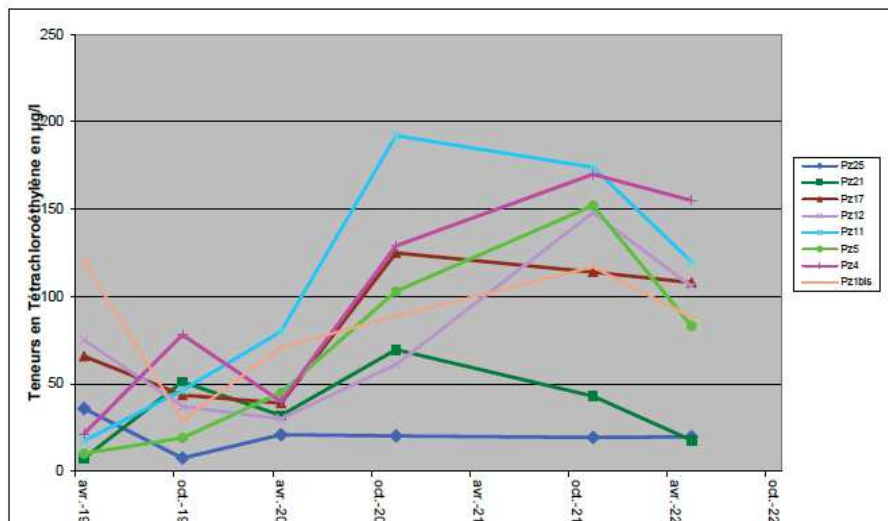


Figure 1 : Evolution de la concentration en perchloroéthylène dans les eaux souterraines

Les concentrations mesurées pour ce paramètre dépassent presque systématiquement la limite de potabilité de 10 µg/L fixée pour la somme des concentrations en trichloroéthylène et tétrachloroéthylène dans l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007.

Pour analyser la contribution du site à cette pollution, il est nécessaire d'identifier les sens d'écoulement des eaux souterraines sous ce dernier. Les différents rapports fournis par l'exploitant montrent que ces écoulements peuvent légèrement varier, même si une tendance d'écoulement du Sud-Est vers le Nord-Ouest du site est identifiable.

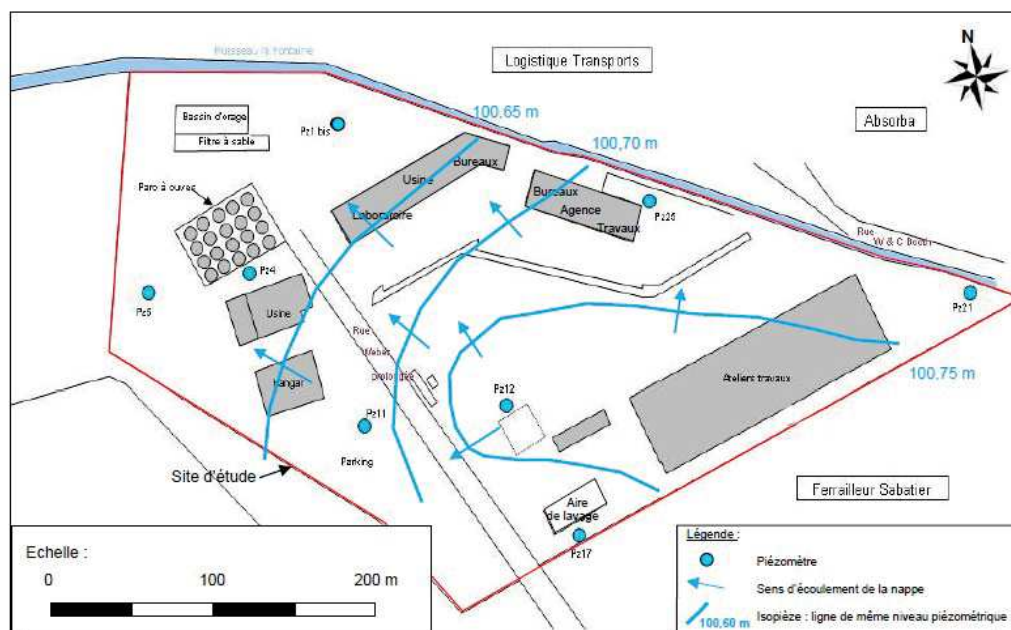


Figure 2 : Carte piézométrique lors de la campagne du 31/11/2020

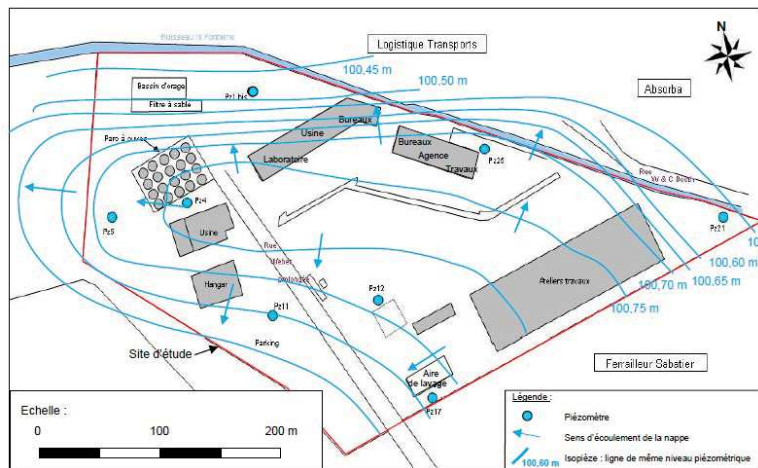


Figure 3 : Carte piézométrique lors de la campagne du 17/11/2021

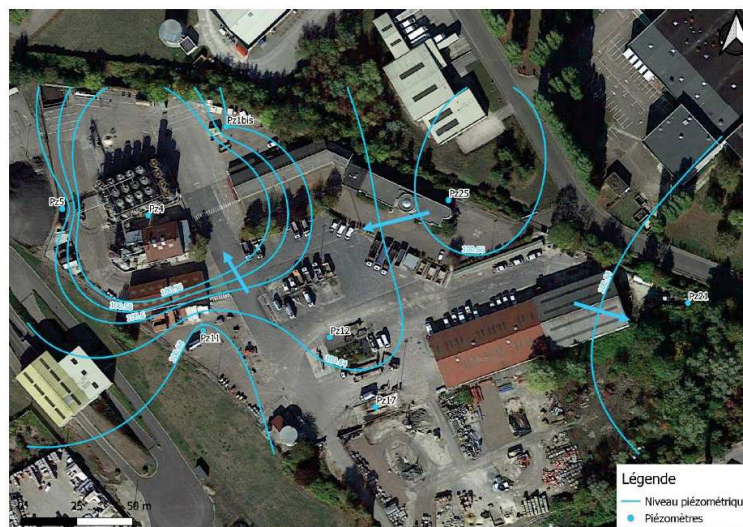


Figure 4 : Carte piézométrique lors de la campagne du 10/05/2022

Les deux piézomètres présentant les concentrations les plus élevées lors des 3 dernières campagnes de mesures sont les piézomètres n° 4 et n° 11. Malgré quelques évolutions du sens d'écoulement de la nappe pouvant apparaître ponctuellement entre les différentes campagnes, le piézomètre n°11 est systématiquement associé à l'amont hydraulique de l'ancienne usine de production de liants tandis que le piézomètre 4 est systématiquement associé à l'aval. Il n'est par conséquent pas identifié d'impact de cette ancienne usine.

Toutefois, lors de la visite d'inspection, un stockage de perchloroéthylène à des fins d'utilisation en laboratoire est constaté. Les stockages sont placés sur rétention, à l'extérieur du laboratoire. Ils sont connectés à des équipements situés à l'intérieur du laboratoire par des gaines et des tuyaux qui ne sont pas sur rétention. À l'intérieur du laboratoire, entre ces tuyaux et les équipements d'analyses sont constatées des traces de fuite au sol. Ce sol est carrelé donc pratiquement étanche. L'exploitant déclare que ces fuites peuvent survenir lors des vidanges de la machine mais qu'elles sont immédiatement résorbées à l'aide de papier absorbant.

Il est noté qu'en fonction des axes d'écoulements souterrains, les piézomètres situés à l'aval de l'usine de production de liants pourraient ne pas détecter des pollutions originaires du laboratoire ou du parc à cuves.

Il est noté par ailleurs que les piézomètres n° 12 et 17, situés systématiquement à l'amont hydraulique du piézomètre n° 11, présentent des concentrations plus faibles que ce dernier sans que de source de pollution ne puisse être identifiée entre ces ouvrages. Seul un stockage de OLEO100, une substance facilement biodégradable dans l'eau selon sa fiche de données de sécurité, est présent entre ces ouvrages.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au vu de l'évolution des résultats d'analyse ci-dessus, il est demandé à l'exploitant de poursuivre les analyses des eaux souterraines afin de confirmer l'absence d'impact de l'ancienne usine de production de liants.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé en ce sens.

Afin de répondre aux prescriptions de ce nouvel arrêté, il sera notamment nécessaire à l'exploitant :

- d'analyser la nécessité d'installer et de suivre un piézomètre supplémentaire à l'aval du site (afin de couvrir des potentielles pollutions originaires du parc de cuves ou du laboratoire) ;
- d'identifier l'origine des différences de concentrations en perchloroéthylène observées entre les piézomètres 11, 12, et 17, notamment au regard de l'historique de cette zone.

Type de suites proposées : Sans suite